Après la grève du 10 octobre, après la pétition intersyndicale, après l'audience avec la direction, la politique de suppressions d'emplois se poursuit aveuglément, les réorganisations intempestives se multiplient, le directeur méprise nos revendications…

Face à cet avenir particulièrement sombre et face au blocage absurde du directeur, Solidaires Finances Publiques 40 considère qu'il faut poursuivre la mobilisation.

ALORS, LE 23 NOVEMBRE LA DGFiP SERA EN GREVE NATIONALE !

Le 23 novembre, c'est le jour du Comité Technique national de Réseau où va être annoncée la répartition des 1608 suppressions d'emplois dans les DDFiP.

13 emplois supprimés dans les Landes, c'est plus que trop !

- 5 cadres C ; - 7 cadres B ;- 1 Idiv HC

Dans les Landes, nous n'en voulons pas une de suppression !
Ça suffit, nous en avons assez de devoir toujours en faire plus pour combler les manques d'agents dans tous les services !

Dans les Landes comme ailleurs, nous en avons assez de ces réorganisations intempestives qui ne servent qu'à absorber les dernières suppressions d'emplois et qu'à anticiper les suivantes !

Dans les Landes comme ailleurs, nous exigeons une amélioration de nos conditions de vie au travail, tant matérielles qu'organisationnelles !

Dans les Landes comme ailleurs, nous en avons assez de ne pas avoir les moyens de lutter sérieusement contre la fraude et l'évasion fiscale ! Nous en avons aussi assez d'appliquer une fiscalité qui exonère les plus riches de la solidarité nationale !

Solidaires Finances Publiques appelle tous les agents à continuer de manifester par la grève leur opposition à la politique de destruction des emplois publics et de notre service public.

Les 14 et 15 novembre, des militant-es de Solidaires Finances Publiques 40 ont distribué des tracts au public devant le CFP de Mont de Marsan afin d'alerter les nombreux contribuables venant au guichet du sombre avenir qui se dessine pour notre administration.
Les marques de soutien ont été très nombreuses, nos analyses se rejoignant sur bien des points.
La presse locale (Sud Ouest et France Bleu) a couvert cette action.

Le 21 novembre, Solidaires Finances Publiques 40 a proposé de boycotter le CTL en première convocation. Avec un bon score de grève le 23, nous serons encore plus forts et légitimes en seconde convocation face à la direction et son obéissance coupable au diktat des libéraux de Bercy.

Nous ne sommes pas responsables du déficit public, nous ne voulons donc pas le payer !

Dernière minute : Nous regrettons fortement que l'intersyndicale n'ait pas donné une suite favorable à notre proposition de grève le 23 sur les revendications des agents de la DGFiP.